

Source : https://lejournal.cnrs.fr/articles/une-alerte-sans-precedent-pour-la-planete?utm_term=Autofeed&utm_campaign=Echobox&utm_medium=Social&utm_source=Facebook#link_time=1511366813

Téléchargement 24 11 2017

Une alerte sans précédent pour la planète

22.11.2017, par

[Philippe Testard-Vaillant](#)



Le pavillon de l'Inde lors de la COP23, le 8 novembre 2017 à Bonn, en Allemagne.

PATRIK STOLLARZ / AFP

Partager

Il y a tout juste une semaine, alors que la COP23 battait son plein à Bonn, 15364 scientifiques de 184 pays – dont 1000 en France – signaient une tribune alarmante dans la revue « BioScience » sur l'état de notre planète. L'écologue Franck Courchamp, directeur de recherche au CNRS, revient sur cet appel d'une ampleur inédite.

Plus de 15 000 scientifiques de 184 pays alertant l'opinion mondiale sur l'état de la planète et conjurant l'humanité d'agir vite pour « éviter une misère généralisée et une perte catastrophique de biodiversité », c'est historique, non ?

Franck Courchamp¹ : C'est effectivement du jamais-vu. La première mise en garde de ce genre, formulée en 1992 à l'issue du Sommet de la Terre à Rio, n'avait rassemblé que 1 700 signataires dont, il est vrai, une centaine de prix Nobel. Le présent manifeste a été rédigé par huit spécialistes internationaux du fonctionnement des écosystèmes et a paru le 13 novembre dans la revue *BioScience*. Il a été initié par le biologiste de la conservation américain William Ripple, qui a mis en évidence le déclin dramatique de presque tous les grands carnivores et tous les grands herbivores, des animaux qui jouent pourtant un rôle crucial dans l'équilibre des milieux naturels. William Ripple m'a contacté le 20 juillet et m'a demandé de relayer ce cri d'alarme, notamment en France, ce que j'ai fait. Au total, pas loin d'un millier de chercheurs français (soit un quinzième des signataires) ont souscrit à cet appel, ce qui n'est pas rien au moment où notre pays s'efforce de prendre le leadership en matière de protection de l'environnement. Par ailleurs, tout écologue, zoologue, physicien, chimiste, spécialiste du climat... qui n'a pas eu connaissance de cet « avertissement à l'humanité » peut y apposer son nom après coup et rejoindre les signataires initiaux. À ce jour, la liste comprendrait environ 23 000 noms.



Abeilles mortes dans le sud de l'Allemagne, le 15 janvier 2011. Les études scientifiques confirment les dégâts causés sur les pollinisateurs par les pesticides agricoles, notamment ceux de la famille des néonicotinoïdes, surnommés « tueurs d'abeilles ».

Antonio PISACRETA/ROPI-REA

Partager

L'appel de 1992, lancé à l'initiative de Henry Kendall, prix Nobel de physique et alors président de l'organisation américaine Union of Concerned Scientists (Union des scientifiques inquiets), exhortait déjà les sociétés humaines à « opérer un changement profond dans leur gestion de la Terre et de la vie qu'elle recèle ». En vingt-cinq ans, aucun progrès notable n'a été accompli en la matière ?

F. C. : Si. L'interdiction des chlorofluorocarbures (CFC) et d'autres substances appauvrissant la couche d'ozone a eu des effets très positifs. De même, des points ont été marqués dans la lutte contre la famine et l'extrême pauvreté. Mais qu'il s'agisse des forêts, des océans, du climat, de la biodiversité..., les trajectoires que nous avons prises sont très préoccupantes et nous mènent dans le mur.

La plupart des indicateurs qui étaient dans le rouge il y a un quart de siècle ont viré à l'écarlate.

On continue de détruire les forêts à un rythme effréné. 120 millions d'hectares ont été rayés de la carte depuis 1992, essentiellement au profit de l'agriculture. Les « zones mortes » (dépourvues d'oxygène), dans les océans, ont explosé de 75 %, tandis que l'eau potable disponible dans le monde par tête d'habitant a diminué de 26 %. Les émissions de dioxyde de carbone (CO₂) et les températures moyennes du globe se sont encore accrues. Une proportion énorme des mammifères, des reptiles, des amphibiens, des oiseaux et des poissons a disparu.

Sans oublier qu'une étude, trop récente pour avoir été mentionnée dans l'appel, vient de montrer qu'en moins de trois décennies, les populations d'insectes volants (bourdons, libellules, papillons et autres diptères) ont chuté de près de 80 % en Europe et sans doute au-delà.

D'aucuns vont vous reprocher de peindre le diable sur la muraille, d'être exagérément pessimiste. Que leur répondez-vous ?

F. C. : L'appel de 2017 est non pas plus catastrophiste – je n'aime pas ce mot qui exagère la gravité de la situation –, mais plus « catastrophé » que celui de 1992. Nous sommes simplement réalistes. La plupart des indicateurs qui étaient dans le rouge il y a un quart de siècle ont viré à l'écarlate. Écologiquement parlant, tout ou presque ne va pas plus mal : tout ou presque va beaucoup plus mal.

Quelles solutions préconise le manifeste pour préserver la biosphère ?

F. C. : Il propose, par exemple, de restaurer sur une grande échelle les paysages de forêt, de « ré-ensauvager » des régions qui abritent des espèces animales endémiques et d'intensifier la lutte contre le braconnage. Pour permettre à l'humanité d'opérer sa mue vers la durabilité, le texte insiste aussi sur la nécessité de réduire le gaspillage alimentaire et de privilégier une alimentation d'origine végétale. Nous sommes des omnivores, pas des carnivores faits pour manger de la viande à tous les repas, contrairement à ce que les lobbyistes de l'agriculture nous ressassent depuis des décennies. Il importe également de concevoir et promouvoir de nouvelles technologies vertes, de diminuer *ipso facto* la part des combustibles fossiles, d'améliorer la sensibilité à la nature des enfants...



La déforestation massive liée à l'expansion des terres agricoles (ici, dans l'État de Mato Grosso, au Brésil, au profit de la culture du soja et de l'élevage) constitue une menace majeure pour la forêt amazonienne.

Lou DEMATTEIS/REDUX-REA

Partager

L'appel fustige la croissance démographique et suggère de « réduire encore » la natalité dans les régions les plus défavorisées. Ce point prête à controverse. Pourquoi réclamer une baisse du taux de fécondité dans les pays pauvres plutôt que d'en appeler à une répartition plus équitable des ressources ?

F. C. : Le nombre d'êtres humains a augmenté de 35 % en 25 ans, ce qui est incroyablement élevé. Nous sommes de plus en plus nombreux et nous consommons trop. Or, nous vivons sur une planète aux ressources finies qui ne peut pas répondre aux besoins alimentaires, entre autres, d'une population infinie. La Terre ne pourra jamais nourrir plus de 15 milliards de bouches, même à supposer que nous mettions fin à la surconsommation actuelle, que nous répartissions mieux les ressources et que

d'hypothétiques progrès agricoles et des sauts technologiques se produisent. À la charnière du XVIII^e et du XIX^e siècle, Malthus, qui a été beaucoup critiqué pour cela, affirmait que si les populations humaines ne se régulent pas d'elles-mêmes, la Nature s'en charge à coups de guerres, d'épidémies et de famines. L'équation est on ne peut plus simple : dans n'importe quelle population de n'importe quelle espèce, quand il y a trop d'individus, ceux-ci se retrouvent confrontés à des problèmes qui les forcent à réduire leurs effectifs. Ce n'est pas une question de religion ou d'idéologie, mais un problème de ressources disponibles. Il est important que certains pays en développement prennent conscience de l'importance de réduire leur croissance démographique. Ceci devrait passer, comme le préconise notre appel, par une plus grande généralisation du planning familial et des programmes d'accès à l'éducation des filles.

Les signataires du manifeste appellent de leurs vœux « un raz-de-marée d'initiatives organisées à la base ». Vous ne faites donc pas confiance aux gouvernements pour changer les choses ?

F. C. : Le mouvement doit venir de Monsieur et Madame Tout-le-Monde. Une multitude d'initiatives individuelles et de micro-actions quotidiennes peut avoir un effet décisif, tout simplement parce que nous sommes des milliards.

Le citoyen ordinaire a deux cartes très importantes en main : sa carte d'électeur et sa carte bancaire.

Les politiques, dont l'agenda *dépasse rarement* l'horizon de la prochaine élection, mais qui sont sensibles aux pressions, suivront le mouvement, tout comme les acteurs économiques. J'ai l'habitude de dire que le citoyen ordinaire a deux cartes très importantes en main : sa carte d'électeur et sa carte bancaire.

Faire des choix de consommation judicieux comme acheter moins d'huile de palme, moins de viande, moins d'emballages..., conduira les industriels à produire moins d'huile de palme, moins de viande, moins d'emballages..., et améliorera l'état de la planète.

L'appel de 1992 est passé quasiment inaperçu. Le manifeste de 2017 ne risque-t-il pas de subir le même sort ?

F. C. : C'est possible. Mais je fais partie des optimistes. J'ai le sentiment que le grand public est bien plus au courant des menaces environnementales qu'il ne l'était en 1992 et qu'il va se « secouer ».

Et si rien ne se passe ?

F. C. : C'est relativement simple. La bonne nouvelle, c'est que la biodiversité repartira. Les modèles prédisent qu'il faudra à peu près un million d'années pour qu'elle retrouve son niveau d'avant cette sixième extinction de masse imputable à l'Homme. La mauvaise nouvelle, c'est qu'il n'y aura très probablement plus de sociétés humaines pour contempler le spectacle. Les toutes prochaines générations vont donc nécessairement rentrer dans l'Histoire puisque, soit elles parviendront à stopper la destruction de l'environnement, soit elles en subiront les conséquences de plein fouet et ne s'en relèveront pas.

Notes

- [1.](#) Laboratoire Écologie, systématique et évolution (CNRS/Université Paris-Sud/AgroParisTech).